

LOUISIANAIS  
GENTIL, REDACTEUR.  
AGENTS DU LOUISIANAIS.  
Nouvelle-Orléans:—A. G. Romain,  
Tchoupitoulas St. No. 15.  
St-Jacques St-Jean-Baptiste, Iberville,  
Ascension et Ascension:—Just Comes,  
Demaisonville.  
Lafayette, Atakapas:—Edouard E.  
Mouton.  
Natchez:—Auguste Girod.  
Vachon:—Morris Feitel.

# Le LOUISIANAIS

## JOURNAL DES PAROISSES ST. JACQUES ET ASCENSION, LE.

pour la par...

La Liberté finit où commence la licence

VOL. XIII. NO. 133

J. GENTIL, REDACTEUR.  
AGENTS DU LOUISIANAIS.  
Nouvelle-Orléans:—A. G. Romain,  
Tchoupitoulas St. No. 15.  
St-Jacques St-Jean-Baptiste, Iberville,  
Ascension et Ascension:—Just Comes,  
Demaisonville.  
Lafayette, Atakapas:—Edouard E.  
Mouton.  
Natchez:—Auguste Girod.  
Vachon:—Morris Feitel.

### POUR L'ESPERANCE.

La Louisiane était dans la joie et dans l'espérance.  
Et la Louisiane, après dix années de servitude, de misères et de larmes, se réveille avec reconnaissance, avec bonheur, avec enthousiasme, comme une victime sauvée de la mort et sauvée de l'opprobre. Elle est enfin délivrée!

Le peuple était avec lui.  
L'intelligence, le travail, le crédit, l'agriculture, l'industrie, le commerce et l'honnêteté n'en voulaient pas d'autre.

Car personne ne faisait plus au gouvernement de Packard l'honneur de croire qu'il mourrait ailleurs que dans l'égoût. Et même il était mort. Les chefs républicains, ceux d'un peu de respectabilité, de sens et de raison, l'abandonnaient ou allaient l'abandonner à son malheureux sort. Ils le sentaient infect. Pinchback, Demas et plusieurs autres, par respect pour leur race, par intérêt pour leur parti, s'éloignaient de cette charogne, et se rendaient sous la tente du peuple et la tente de Nicholls.

Car, nous le répétons, le gouvernement de Nicholls et de Wiltz était bien vivant, bien constitué et fonctionnant d'une admirable façon. En quelques jours, par la seule force de l'autorité morale et de l'honnêteté de ses chefs, sans qu'il eût prononcé autre chose que des paroles sages, sensées et sincères, c'est-à-dire absolument vraies, il avait apaisé les passions, éteint plus de préjugés, plus de haines et de fureurs que n'en contenait l'abominable doctrine de l'arrestation des mécontents. Car l'été, la question de l'antagonisme des races blanches, des noirs, ni même des aveugles du carpe-bag.

Un sentiment d'aveuglement, de bonté et de soumission à la justice aimait tout le monde. On était en paix, on avait une confiance générale, et une fraternité superbe. On avait oublié les insultes, les outrages et les misères. Le passé n'était plus, le présent souriait, l'avenir rayonnait dans la splendeur.

Quand les hommes sont heureux, libres aussi, les hommes sont bons.

En vérité, avec le gouvernement légitime, légal et respecté de Nicholls et de Wiltz, jamais occasion d'entente, de pacification et d'ordre ne s'est plus favorablement offerte pour les races, pour les classes et même pour les partis de la Louisiane.

Certes, nous ne croyons pas aux hommes absolument nécessaires, absolument bons, et les meilleurs ont toujours quelque chose de souverainement humain; mais il est certains moments, certaines situations, certaines conditions politiques et sociales où certains hommes, grâce aux dons qu'ils portent, au respect qui les entoure, à la confiance que le peuple met en eux, peuvent accomplir de grandes et grandes choses. D'autres, plus grands qu'eux peut-être, avec des moyens plus apparemment puissants, ne le pourraient peut-être pas. Laissons le pourquoi aux philosophes.

n'est point faite d'oligarchie, d'aristocratie et de préjugés. L'ordre sans doute en est la base, mais avec la justice; et par elle, sous son action régulière et libérale, vous mettez fin aux révolutions, aux désordres et aux sanglants conflits.

Et nous devons, dans la crise présente, estimer Pinchback, Demas et plusieurs autres éminents personnages du parti républicain et de la famille de conleur, pour l'avoir compris. En se rangeant sous la bannière de Nicholls et de Wiltz, sans toutefois renoncer à leur credo de républicains, ils ont prouvé une intelligence supérieure, un bon sens profond et l'intérêt qu'ils portent à leur race. Venant à l'honneur, descendant l'honneur, cassant le droit, ils s'affirment dans la vérité, dans la dignité et dans le temps. Leur politique, tempée jusqu'alors dans la bonie, congue de mauvais instincts, périssable par les passions et la haine, se dégage, monte et grandit dans la lumière. Et le Pinchback d'aujourd'hui, élu par la véritable législature de la Louisiane, pourrait sans crainte frapper à la grande porte du Capitole. Il lui serait ouvert cette fois.

Mais Grant ne veut pas qu'il en soit ainsi.  
C'est toujours l'homme d'un parti, le soldat d'un parti, et un soldat parfaitement brutal.

La Louisiane délivrée, affranchie, honorable et honorée, n'étant plus l'Irlande de cette Amérique, ne lui convient pas.

Il ne veut pas, par un retour à la justice, prouver qu'il a eu des torts envers elle. Il préfère justifier ses violences passées par des violences continuées. Car il est des actes qui engagent et des précédents qui forcent. Combien d'hommes, qui ne sont pas Grant, mais qui ne veulent pas commettre une erreur première, s'acharnent comme lui à une injustice!

Il importe donc peu à Grant, qui est soldat et qui est le général de son parti, que le gouvernement de Nicholls et de Wiltz soit l'espérance et le salut de la Louisiane, que le gouvernement de Packard et d'Antoine soit l'opprobre et la ruine de ce malheureux Etat, que l'un représente le droit, l'honneur, le patriotisme et la paix, tandis que l'autre ne représente que la fourberie, le mensonge, le vol, l'iniquité, l'escroquerie et le désordre. Ce sont là des questions secondaires et minces détails pour un général. Triompher avec des crapules, pour des crapules, au dépit et au mépris des honnêtes gens, que la liberté en soit blessée ou tuée, que la conscience nationale en soit atteinte et menacée de mort, dit la guerre civile, servile et sociale en sortir plus meurtrière et plus sanglante que jamais, c'est toujours triompher.

Et le triomphe, pour les partis et pour les généraux, est le point capital. Le succès, avec de la boue ou du sang aux mains, est toujours glorieux. Mais céder, céder comme un être raisonnable, c'est être vaincu et s'avouer vaincu.

Céder!  
Mais si Grant, comme on en a eu le naïf espoir même après l'escroquerie de Wells et du Bureau des falsificateurs, eût permis à la Louisiane d'installer le gouvernement de Nicholls et de Wiltz, et si la pourriture de la caverne St. Louis avait été tranquillement balayée à l'égoût, comment donc aurait-on pu traverser pour Hayes et Wheeler, les candidats du parti républicain à la présidence des Etats-Unis, les 185 voix de majorité requise? Nicholls élu, c'est Tilden élu. Mais Packard élu, c'est Hayes élu. Les républicains sont coquins sans doute, mais ils sont logiques. Nous pensons même que si le vote électoral de la Louisiane n'avait pas été l'appât nécessaire à Tilden, bien que Packard eût mérité toute l'estime et toute la protection de son parti, on aurait volontiers sacrifié le carpe-bag Packard et le barbillon Antoine pour reconnaître le gouvernement des Louisianais Nicholls et Wiltz. Il faut en vérité, que les exigences de parti soient bien terribles, et que l'administration radicale ait bien besoin d'être protégée dans son passé et dans ses actes, pour que Grant ose aujourd'hui briser Nicholls et saluer Packard, car Nicholls est le droit et Packard est le mensonge, car Nicholls a pour lui l'opinion publique et Packard le mépris public; mais nous répétons qu'il faut avant tout, par dessus tout, au mépris de tout autre considération, trouver de tout autre considération, trouver à Hayes et à Wheeler les 185 votes électoraux de rigueur. La nécessité de parti et de salut le veut. C'est là le plan,

le champ de bataille, le point où il faut triompher ou mourir. Les considérations de justice, de droit, de liberté et de pitié sont des hors d'œuvres. Quand le général choisit son champ d'opérations, dispose ses troupes, lance ses bataillons, donne à ses artilleurs l'ordre de pointer les obusiers et les canons dans une direction, il s'inquiète vraiment peu des champs, des clos, des barrières, des maisons, des maisons et des jambes du paysan.

Grant, le président et le chef, le partisan avant tout, a donc écrit au général Angur, son subordonné: "Disperssez la Cour Suprême du gouvernement Nicholls. S'il est un gouvernement à reconnaître, c'est celui de Packard."

C'est bien, ou mieux inique. Le bien de Grant et des siens est l'iniquité. Le bon peuple de la Louisiane, en croyant à la neutralité de Grant, a prouvé qu'il était crédule et naïf. La neutralité apparente d'un homme comme Grant, ou plutôt son silence, ne peut être qu'une ruse et un piège. Le *timeo Danaos*, avec de tels ennemis, est de la prudence ordinaire. Mais qu'importe?

Où, qu'importe?  
Le Congrès est encore là, la démocratie nationale n'a pas courbé le front, le peuple des Etats-Unis n'est point disposé à se faire le complice d'une bande d'ennemis et de conspirateurs. Le 14 février approché, le 4 mars viendra, et Tilden, l'œil et le réparateur, en entrant à la Maison Blanche des présidents légitimes, dira: Ce pays est une république, et la souveraineté du peuple triomphe.

Or, ayons foi, ayons espérance, ayons confiance, et restons debout.  
Nous avons pour nous le droit et le temps.

LOUISIANE.  
Après tout, et tout bien considéré, l'ordre de Grant au général Angur n'a rien de formidable et de mortel, tout au moins jusqu'à présent. Il manque de franchise et d'audace. Il n'a été envoyé que pour arrêter la débandade à la caverne St. Louis. Car la débandade, commencée par quelques représentants, par les sénateurs Breux, Demas et Wheeler, et devenant un événement politique par l'attitude de Pinchback, sa reconnaissance du gouvernement Nicholls et ses discours au Sénat de Wiltz, menaçait de réduire en deux jours Packard à zéro. Ce ne sera qu'un retard. Le général Angur, qui ne veut pas jouer le rôle de Rager, ne voit rien dans le télégramme de Grant. Au reste, le dit télégramme dit à peine que "la Cour Suprême du gouvernement Nicholls ne peut pas être reconnue." Et Grant n'ose point reconnaître Packard. Quant à Z. Chandler, plus audacieux et moins exposé, voulant l'intervention militaire, la croyant absolument nécessaire, ne pouvant l'avoir que par un conflit, il télégraphie à Packard: "Faites une attaque, quand même vous devriez mourir dans la rue." Mais Packard, paraît-il, n'a guère trouvé que deux hommes voulant mourir ainsi. Le gouvernement de Nicholls, tout au moins jusqu'à présent, fonctionne en tout ordre et tout pouvoir. Le peuple le reconnaît, les fonctionnaires républicains élus lui demandent des commissions, la Législature, Chambre et Sénat, avec un quorum augmenté et augmentant, poursuit ses travaux et son œuvre. Personne ne faiblit dans sa foi et ses espérances. Mais la caverne St. Louis, car nous ne sommes plus le seul à l'appeler ainsi, puisque Pinchback lui-même n'y voit que des voleurs, est devenue une léproserie. La petite vérole y est, accompagnée de poux et de vermine. Antoine n'a plus de quorum, et Hahn, le Diable boiteux d'une ménagerie qu'il méprise certainement, voudrait bien, dit-on, être à St. Charles.

Mais disons que Packard, qui se nomme Stephen, un instant reconforté par l'ordre ambigu de Grant, a *issu*, comme on dit en anglais, une proclamation mirabolante au peuple de la Louisiane. Il ordonne à Nicholls, à Wiltz, à la Législature, à la milice, à la police, &c., d'avoir, à s'évanouir devant lui. Il menace les méchants, il exhorte les bons et il ordonne à tous.

Attendons la fin, qui ne saurait tarder.  
En attendant, Anderson et Wells, munis de gros paquets, sont partis pour Washington. Casey et Pitkin ont pris le même chemin, ainsi que le matériel de guerre de Bâton-Rouge et le comité Morrison. Le comité du Sénat reste. Pourquoi? Mais il paraît que les sénateurs Wadley et Oglesby, de ce comité, ont refusé de signer la dépêche de Howe et McMillan, à Washington, demandant la reconnaissance du gouvernement Packard.

P.S.—J. D. Cameron, secrétaire de la guerre, écrivant au général Angur qu'il avait parfaitement interprété l'ordre de Grant, en n'y voyant rien, et que Grant voulait le *status quo*, à anéanti Packard. Le dit Packard et les coquins du Bureau des retours ont été sommés de se rendre devant la Chambre des E. U. D'un autre côté, le gouverneur de la caverne St. Louis s'est engagé, devant Angur, à calmer l'humeur gérotyante de ses hommes, et à attendre... Pâques.  
—Le Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans a reconnu formellement le gouvernement Nicholls.—Les voisins de l'Hotel St. Louis se plaignent à bon droit d'une invasion de poux.—Wells, paraît-il, en train pour Washington, se serait arrêté à la station du chef-meneur;

mais Anderson, Pitkin et Casey sont arrivés dans la capitale. Casey, le frère du sachem Grant, ne se contente pas de plaider la cause de Packard, il est très heureux de pouvoir dire qu'il a bien compris, Grant n'a pas voulu tout.

P.S.—Grant n'a plus pu parler. Angur répond à Packard en bonhomme qui moque des gens. Mauvais Américain. C. Antoine cherche ses camarades. Me les trouve pas. M. Hahn fait de la Chambre et le Comité de la Cour Suprême Packard. Le faitum au comité Morrison. La Législature légale continue son œuvre et Nicholls est plus debout que jamais.

—La Chambre des représentants, à la suite de l'arrestation des membres du Bureau des retours de la Louisiane, a adopté à l'unanimité les résolutions du représentant Kahl approuvant la politique de Nicholls à l'égard de la population de couleur.

NOUVEAU MONDE.—Les comités de la Chambre et du Sénat sur le vote présidentiel ne sont encore arrivés à aucune conclusion. Arriveront-ils à un accord? On l'espère, on y croit même un peu, et la discussion est parfaitement secrète.—Orton, l'homme au télégraphe, celui qui ne reconnaît pas au Congrès et à ses comités le droit de se faire livrer les vieilles dépêches, et qui n'a peut-être pas tort, est à la barre de la Chambre ou sous la garde du sergent d'armes.—Rude hiver, paraît-il. Trains bloqués, rivières prises et désastres déplorables sur l'Ohio. On a vu des glaces descendre le Mississippi à la hauteur de Bâton-Rouge.—Grant fait venir des soldats à Washington, et ses soldats ont de la chance. Car un train de chemin de fer, en route pour Washington, portant 200 militaires, a été jeté hors de la voie près de Warranton, et personne n'a été grièvement blessé.

—Les gens de St. Domingue se sont émus. Le message de Grant, qui parle d'annexion, ne leur sourit guère.—Le Mexique, lui, crie présentement *Viva Diaz!* en attendant qu'il crie *Muerza Diaz!*

P.S.—Tel est le télégramme envoyé le 8 novembre 1876, de New-York, par Z. Chandler, à Packard, Chamberlain et Martin de la Floride: "Nous sommes maintenant absolument certains d'avoir 185 votes pour Hayes si votre Etat est sûr. Pouvez-vous avec certitude combattre tous les efforts des démocrates par la fraude, les fausses compilations ou la corruption? Répondez quand vous serez sûr."—Chamberlain et compères ont envoyé un factum et des doléances au Sénat des E. U.—Le camp de Sitting Bull est pris, mais pas le chef.

ICI ET AILLEURS.  
TAXES.—Le gouvernement Nicholls, que nous sachions, n'a pas encore fait choix d'un collecteur pour St. Jacques.  
C'est que probablement rien ne presse ou que messieurs les postulant ont tous des droits et des titres égaux.  
Pour nous, comme pour le peuple, il importe vraiment peu que le collecteur soit Pierre, Jean, Jérôme ou Mathieu, et nous savons qu'il faut payer aussi bien à Pierre qu'à Jean, Jérôme ou Mathieu.

Mais nous désirons que le collecteur choisi par le gouverneur Nicholls soit un homme convenable, responsable et appartenant à la communauté. Un étranger ne conviendrait à personne.  
Nous désirons en outre que la Législature modifie la loi concernant les taxes et leur collection. Le dix pour 100 alloué aux collecteurs est une imposition énorme et monstrueuse. Vous trouverez ici des centaines d'honnêtes gens qui feront la besogne pour bien moins.

Et bien contents, n'est-ce pas, messieurs?  
Quoiqu'il en soit, en attendant la nomination du fonctionnaire en question, et sans l'attendre avec une trop grande impatience, notre devoir est de dire aux contribuables:—"Il ne peut y avoir ici,

St. Jacques, pour les citoyens et les contribuables, qu'un seul collecteur, ce qui n'est pas bien, d'ailleurs, et régulariser l'impôt par le seul et unique collecteur de la Louisiane, F. T. Nicholls. Bon autre, quel que soit son nom ou son prénom, doit être considéré comme un intrus."

A nos amis et contribuables, gardez précieusement votre argent, et si l'arrestation Cohen et le citoyen George vous contentent, envoyez George et l'arrestation Cohen à Packard.

Ils ont été relâchés, parés et relâchés sur parole.  
Car ils sont venus, dimanche dernier, faire visite à leur peuple et déclarer leur fidélité à toute épreuve au gouvernement Packard.

Relâchés!  
Avouons, du reste, qu'ils avaient besoin de changer d'air et de chemises.  
Car les législateurs de la caverne St. Louis, une étale, une porquerie, comme disent les Espagnols—ont bel et bien été les prisonniers de Packard. Il faut, coûte que coûte, adienne que coûte, rester à son poste. Le quorum est le décorum. Et M. Simms, le dernier des trois, s'il est de bonne foi, ne peut pas lui à point permis de sortir de la caverne, de vaquer à ses affaires, d'aller se nettoyer et se débarbouiller chez lui.

Des députés comptés, parqués, attendus par le cor, escortés aux latrines, couchant pêle et mêle, mangeant à la gamelle, buvant au gobelet, votant de même et légiférant d'autant, c'est là superbe parlementarisme.  
Et ceux qui permettent qu'on les traite de cette façon, qui subissent un semblable sacrifice, qui n'en ont pas moins le noble orgueil de déclarer qu'ils sont représentants du peuple et législateurs, doivent certainement être de grands et généreux patriotes.

Honneur à eux!  
On ne peut pas dire que leurs lois, les lois sorties de leurs têtes, ont des poux et sentent l'écurie.  
On peut encore bien moins croire que le servilisme, chez eux, a remplacé l'esclavage.

Mais il faut proclamer que ce sont des citoyens parfaitement dignes, des représentants hautement honorables et des législateurs supérieurement éclairés.  
Dickerson, l'un des trois, mais le moins savant des trois, car il ne sait pas lire, vient d'en donner une preuve éclatante.

Il a, imitant son ami Como, présenté un *bill* à la ménagerie St. Louis, un *bill* à la Bismarck, comme dit notre voisin *Meschacé*, et de nature à changer la carte politique des Etats-Unis.  
Car l'honorable Dickerson, comme dit encore le *Meschacé*, "propose d'annexer, à la paroisse dont il est l'ornement une partie du territoire de la paroisse St. Jean-Baptiste."

Il s'agit sans doute de la partie de la Vacherie qui appartient à la paroisse St. Jean-Baptiste.  
Et notre voisine—le croyez-vous!—ne partage pas l'opinion du très honorable représentant et législateur Dickerson. Elle tient à ses limites, à ses citoyens, à son intégrité territoriale et géographique.  
Mais cependant, voisine, l'honneur d'être représentée par messieurs Como, Simms et Dickerson est un honneur inappréciable.  
On ne trouve pas partout un trio comme le trio Simms, Como et Dickerson.  
Une paroisse doit être fière de posséder trois législateurs de l'intelligence et de la valeur de Como, Simms et Dickerson.  
Dansez calinda.

OFFICIERS.—Car c'est le nom qu'on donne ici aux gens qui occupent une fonction publique quelconque.  
Mais les dits officiers, hauts et bas, n'en portent point l'épaulette.  
Adonc, le Jury de police, en sa dernière tenue, a nommé pour inspecteurs, des chemins et examinateurs des trousses de crêveuses, le professeur H. L. Turcat et M. Jack Ellis.  
Quant aux syndics ou vachers de la paroisse, par élection régulière et faite en due forme, ce sont MM. Oliver Woodland, Noel Mather, James Banks, Jo et sèph Braxton, C. Fouré, J. Stejney, W. Johnson et C. Choppin.

En vertu du proverbe bien connu des vaches bien gardées, nous louons tous le choix fait dans la personne de ces messieurs.  
Quant à l'officier qui garde le Jury de police, le défend, le protège, est son conseiller légal et son avocat, c'est tout de jours l'homme au sceau, le savant et dieu qui jurons consulte H. Cohen.  
L'honnête Cohen n'est vraiment pas bête!

Entre autres Résolutions rédigées par lui et votées par ses hommes, nous trouvons celle-ci: "L'avocat de paroisse recevra cinq pour cent pour l'enregistrement de toutes les réclamations soumises."  
C'est là, en vérité, une petite Californie. Et le peuple doit sincèrement féliciter l'avocat Cohen.

O Cohen, quand donc serez-vous pendu? Car s'il est vrai que la corde de pendu porte bonheur, plus d'un malheureux désirerait avoir un peu de la corde qui doit s'enrouler autour de votre cou d'avocat.

L'avocat Cohen! Est-ce possible, et peut-on bien dire cela sans rire? Cela est cependant. Et l'avocat de paroisse, qui est Cohen, en vertu d'une autre Résolution du Jury de police, est autorisé à poursuivre immédiatement tous les contribuables qui sont en retard.  
Car il paraît que le Jury de police, et non moins que l'Etat, a besoin d'argent. Et il lui en faut. Autrement, pourrait-il, comme il vient de le faire, allouer au shérif la somme de *treize-six piastres*, pour achat de papier, encre et plumes.  
Les écoliers, il est vrai, consomment toujours une plus grande quantité de papier, d'encre et de plumes que les maîtres. On fait des grosses lettres, des patés, des notes, plusieurs copies, et la charité exige qu'on donne de temps en temps une feuille de papier aux prisonniers qui veulent écrire à leurs femmes.

Et le trésor de paroisse, ami Feitel, ou en est-il?  
Possède-t-il assez d'argent pour payer les *treize-six piastres* de plumes, encre et papier allouées au shérif V. Miles?  
MESCHACÉ.—Nous glanons les épis suivants dans le *Meschacé*:  
—Nous avons sous les yeux de magnifiques échantillons de sucre, de fabrication de M. J. W. Godbery, rive gauche, et de celle de M. Laurent D. Martin, rive droite. Comme beauté et bonté, rien ne rivalisera sur le marché avec de tels produits. Et c'est par centaines de boucans que se comptera la récolte de ces deux vastes habitations. Heureux mortels!

—Les représentations du cirque de Dan Rice ont été fructueuses. Ce sont de braves et habiles gens que ces trapezes et clowns, et ils ne volent pas la modeste rétribution demandée au public. Dans le faible prix d'un de leurs billets, de que de joie pour les enfants, petits et grands, jeunes et vieux, car à de tels spectacles, nous redevons tous des enfants par le rire et la gaieté!

—M. William Barré succède, en qualité de collecteur du steamer *Henry Tété*, à M. Emile Biquoi, lequel va devenir l'économe de l'habitation Terrelaude, de M. J. W. Godbery.  
—"A propos d'un fragment de correspondance simultanément reproduit dans le *Patriot-Democrat* de Clinton et dans la partie anglaise du *Meschacé*, le *Donaldsonville Chief* traite ironiquement de "grands esprits" les éditeurs des deux journaux ci-dessus nommés. Merci de ce compliment de nouvel an. Le *Chief* a peut-être raison dans son appréciation, car tout est relatif ici-bas."  
—Carl Ahlberg, auteur de Passassinat de M. T. Bowden, crime dont la date remonte au 1er juillet 1875, vient d'être arrêté au Texas.

JUGE.—Le Juge H. O. Maher, qui réside dans l'Ascension, n'a pas encore rendu sa décision dans le cas Marks et Flagg.  
Comme cette décision doit certainement être soumise à la Cour Suprême, et qu'il y a présentement deux Cours de ce nom, le juge Maher ne se presse point.  
Il serait pourtant apprêt à qu'on lui envoie la valeur du titre de vacher en loi, pour que la juridiction supérieure déterminée en dernier ressort la nature, la qualité et le genre d'un *bach* en loi.  
Les citoyens du district désirent voir s'ils ont ou n'ont pas un juge district.  
Car un juge n'est pas un luxe, mais un objet de première nécessité. Si nous en avions un, nous dirions un homme juste, impartial, comprenant l'étendue de sa tâche, la grandeur de sa tâche, la nécessité d'être une gauche à la merci des vagabonds.